

Une interview du secrétaire général de l'U.G.T.A

Pas de paix civile sans paix sociale



Le Quotidien d'Algérie : Au précédent gouvernement, vous avez présenté un cahier de revendications. Certaines ont été satisfaites, d'autres non. Le gouvernement Ghazali vient de présenter un programme sur la base d'une analyse qui montre que la situation économique et financière du pays est véritablement catastrophique. L'UGTA compte-elle, dans ces conditions, poursuivre la réalisation de ses revendications ou va-t-elle accorder au gouvernement une sorte de délai de grâce ?

Abdelhak Benhamouda : Ecoutez, en tant qu'organisation syndicale, nous avons entendu deux discours totalement différents. Le premier disait que c'était la dernière année de la crise et qu'en 1992 on allait, sinon sortir de la crise, du moins connaître des améliorations sur les plans économique et social. Le deuxième discours dit que nous nous trouvons dans une situation catastrophique. Nous ne sommes pas de ceux qui partent sur des préjugés, pas plus que de ceux qui, le taureau à terre s'empresse de l'achever. Nous sommes en train de chercher où se trouve la vérité. Où se trouve la démagogie, dans le premier ou dans le deuxième discours ? Sans démagogie, nous disons que nous ne pouvons pas marcher sur la base d'un discours. Nous n'avons aucun préjugé envers M. Ghazali mais n'y a-t-il pas dans son discours un peu d'exercice ? En tout cas, en tant que gouvernement de transition, l'équipe Ghazali recherche certainement la paix civile. Or, nous savons très bien qu'il ne peut pas y avoir de paix civile sans qu'il y ait une paix sociale. L'analyse que nous avons faite du discours de Ghazali montre qu'on ne parle pas du tout de cette paix sociale ; est-ce une simple omission ou est-ce que c'est voulu ? Dans la dernière hypothèse cela voudrait dire le partenaire social qu'est l'UGTA n'est pas considéré.

Par conséquent, la démarche et l'approche de l'UGTA avec le nouveau gouvernement disparaît. Le cahier de revendication de l'UGTA portait aussi sur les réformes sociales. Est-ce qu'elles vont constituer la marque du nouveau gouvernement ou non ? Jusqu'où pourra-t-il ou voudra-t-il parvenir sur le plan économique et social. Les réponses doivent de préférence être trouvées auprès du gouvernement. A ce moment-là nous pourrions envisager, non pas des négociations, mais des discussions sérieuses. Sinon, nous irons chercher nous-mêmes les informations et à ce moment-là nous trouverons peut-être des différences.

En tout cas, nous disons qu'il n'est pas possible de sortir de cette situation sans prendre en charge le monde du travail. Le monde du travail, c'est avant tout des êtres humains qui ont besoin de considération. Nous ne sommes pas en train de revendiquer du matériel mais de la considération. Le travailleur n'est pas une vache ; il doit savoir où il va, pourquoi, comment et à quel prix. Le cahier de revendication de l'UGTA est basé sur le thème des réformes, mais pas n'importe lesquelles. Réformes économiques mais aussi politiques car nous sommes attachés à une démocratie qui ne serait pas uniquement de façade. Et ce n'est pas le cas. Prenez comme exemple le fait qu'il suffit de quinze signatures pour créer un parti politique. Les personnes signataires deviennent tout de suite, du fait de la loi, des personnalités, alors qu'un citoyen qui veut participer à la vie politique, économique et sociale de son pays a besoin de recueillir cinq cents signatures pour se porter candidat. C'est à ce genre de réformes que nous disons non. De la même manière nous disons que les réformes économiques doivent nécessairement

avoir un contenu social, sinon, elles risquent de nous conduire à une aggravation de la situation des travailleurs et des déshérités au profit d'une composante privilégiée.

L'U.G.T.A ne croit plus aux slogans

Les "réformateurs" disent pourtant qu'on a trop fait de social jusqu'à présent.

C'est vrai, mais pour l'UGTA les réformes sociales vont révaloriser le travail et c'est ce qui compte. La considération de l'individu passe nécessairement par le travail. La société respecte d'abord celui qui travaille et consomme, pas celui qui se limite à consommer. On ne respecte pas le parasite. Mais pour valoriser le travail, il faut considérer le travailleur. Maintenant, est-ce que l'approche du gouvernement s'inscrit dans ce processus ? En tout cas, dans le programme du nouveau gouvernement, nous trouvons bien des revendications de l'UGTA. Par exemple la volonté de promouvoir la planification, non pas rigide et tutélaire, mais stratégique et intelligente, capable de réaliser un tissu industriel complémentaire. Il ne faut plus qu'on déclare accorder la priorité au secteur agricole en laissant en plan les branches industrielles au service de cette agriculture. Par exemple. Cela dit, vous avez parlé de délai de grâce à accorder au gouvernement. Nous le lui avons donné et je peux vous en fournir la preuve. Ainsi, lorsque Ghazali était en train de consulter pour constituer son gouvernement, l'UGTA n'a rien dit. Lorsqu'il a élaboré son programme, l'UGTA n'est pas entrée en contact avec lui. Même après l'approbation de son programme par l'APN et jusqu'à preuve du contraire l'UGTA n'a pas pris contact avec lui. Pourquoi ? Parce que nous estimons qu'il faut donner du temps à ce gouvernement. Parce que ce gouvernement, du moins tel qu'il figure dans notre esprit, dans nos cœurs, doit pouvoir réussir, comme nous le souhaitons en toute sincérité, et il faut du temps pour cela. Mais lui-même introduit-il dans sa raison et sa conscience le monde du travail ? Si la réciprocité existe, le délai de grâce va de soi, à condition qu'il ne se base pas sur de simples promesses parce que l'UGTA ne croit plus aux slogans. Un discours n'a jamais donné à manger, un slogan n'a jamais logé et une fetwa n'a jamais vêtu les gens.

Les milliardaires doivent rembourser au trésor public

Le premier ministre a déclaré rechercher une organisation de l'économie mettant en pratique la solidarité nationale. Qu'en pensez-vous ?

On dit, dans le discours, que le travailleur doit aider le chômeur. Nous sommes évidemment contre. Parce que nous disons que celui qui travaille a plus besoin de la solidarité des autres que celles des chômeurs. La solidarité nationale n'est pas celle des travailleurs envers les riches et les privilégiés, mais le contraire. En ce sens si nous voulons arriver à la solidarité nationale, c'est à travers la réforme de la fiscalité. C'est l'une des revendications de l'UGTA. Il y a aujourd'hui entre 6.000 et 10.000 milliardaires. Il n'y en avait pas à l'indépendance. Je dis donc que des gens ont bâti des fortunes à partir du trésor public. Ils doivent donc en premier rembourser une partie de ce qu'ils ont pris au trésor public, ne serait-ce qu'une fraction des bénéfices énormes qu'ils tirent de leurs placements. Je donne un exemple. Si vous vous renseignez auprès des services des contributions vous constaterez que quelqu'un qui possède une villa de cinq milliards de centimes ne verse que quelques mille dinars au fisc. Ce n'est pas juste, ce n'est pas normal ; par contre, la solidarité nationale, ce sont les travailleurs qui la supportent en ce moment, par la sécurité sociale, notamment, qui finance entre 60 et 70 % des dépenses de Santé alors même que ces dépenses de Santé bénéficient à tout le monde, aux riches comme aux pauvres. Toujours au plan de la Sécurité sociale, il faut d'avantage de justice. Nous ne pouvons pas supporter, par exemple qu'un travailleur salarié soit tenu de fournir un certificat d'activité pour avoir sa pension de retraite alors que le millionnaire ou le milliardaire, le commerçant, par exemple, perçoivent automatiquement cette pension à l'âge de soixante-cinq (65) ans tout en poursuivant leurs activités. Il faut donc concevoir rapide-

ment, et c'est une revendication de l'UGTA une réforme de la Sécurité sociale, propre aux salariés, et du fait, que les représentants des travailleurs constituent les 2/3 du Conseil d'administration de la Sécu, la présidence, donc la gestion, doit leur revenir de plein droit.

Dans le cadre des négociations avec l'ancien gouvernement, vous deviez avoir une réunion tripartite avec les gestionnaires et les représentants de ce gouvernement. Où est-ce que ça en est ?

Nous tenons toujours à cette réunion, qui était prévue pour régler pas mal de problèmes. Du fait qu'elle ne s'est pas tenue, ce sont les travailleurs qui sont en train de payer la facture des derniers événements. C'était d'ailleurs une revendication essentielle de l'UGTA parce qu'après les négociations et les accords du mois d'octobre, nous avons constaté des difficultés d'application. Etant donné que les chefs d'entreprises sont devenus autonomes, nous considérons qu'il faut absolument les associer aux négociations parce que ce sont les entreprises et non le gouvernement qui supporteront le coût financier des accords. Nous aurions pu, au cours d'une réunion tripartite, discuter aussi de l'assainissement financier des entreprises - pour lequel nous avons fait des propositions réduisant sensiblement le recours au Trésor public - des salaires et des prix, en vue d'arriver - et là aussi, avec des propositions à la clé - à un système d'échelle mobile des salaires. On aurait pu, également débattre de la question du soutien des prix, dont les travailleurs ne bénéficient qu'à 20 ou 30% alors que ce qui est loin d'être dans le besoin en profite davantage, à tel point que pour nous le système actuel est un véritable gaspillage. Prenez l'exemple du sucre. Une famille de travailleur ne bénéficie du soutien des prix que pour environ 30 dinars/mois alors que d'autres (les limonadiers, les pâtisseries... en bénéficient pour 20.000 dinars/jour. Là aussi il y a matière à faire jouer la solidarité nationale. Donc, si on avait réglé tous ces problèmes au mois de juin, les travailleurs seraient aujourd'hui plus optimistes quant à l'avenir. La stabilité sociale aurait permis d'instaurer la paix civile et aurait empêché certains gens d'exploiter à fond les conditions socio-professionnelles à des fins politiques. Notre position est claire et constante et elle est donc toujours valable avec ce nouveau gouvernement.

Certains indicateurs, notamment les prix font craindre une rentrée sociale relativement chaude. Quelle va donc être l'attitude de l'UGTA ?

Ceci nous amène à ce que j'ai dit au début, sur les deux discours différents des gouvernements. De toute façon, il y avait des promesses de stabilité et de régulation du marché. Bien sûr, on savait qu'il y aurait des augmentations de prix. Il aurait fallu prendre en considération nos propositions. Je ne dis pas qu'elles eussent été toutes valables, mais elles auraient contribué à sécuriser les travailleurs et les citoyens. Ce qui est très important, vital même, c'est de pratiquer avec le travailleur le langage de la sincérité pour qu'il comprenne bien ce qui lui est accordé et pourquoi, ce qui ne peut pas l'être tout de suite et pourquoi. En clair, il faut expliquer la démarche, le fondement et la finalité de sa politique. Et croyez-moi, le travailleur sait où se trouve son intérêt ? Il préférera par exemple un gain de mille dinars pour préserver son entreprise, donc son emploi et son revenu, plutôt qu'un gain de deux mille dinars qui condamnerait l'entreprise à la faillite et à la fermeture.

Vous revendiquez une échelle mobile des salaires. Pour vous doit-on suivre automatiquement l'évolution des prix ?

Non. Ceci nous conduirait tout droit à l'inflation. Nous ne voulons pas casser les entreprises, mais au contraire les protéger et les développer. Ce que nous disons, c'est qu'il faut faire une évaluation stricte des réformes économiques, qui en fait, n'ont pas commencé en 1987 mais en 1980 avec la restructuration des entreprises - et c'est ça le véritable séisme, ce n'est pas celui d'El Asnam - pour constater les dégâts d'un passage d'un système à un autre sans transition ni passerelle. Nous disons que tôt ou tard, il faudra dépasser la conjoncture et retourner à la normale l'état de siège qui est une bonne chose pour la démocratie - ne va pas durer. Pour l'UGTA, l'Etat, qui est déjà fragile - sinon, on n'aurait pas eu recours à l'état de siège - ne doit pas être cassé. Nous devons le préserver et le consolider dans un système de droit. Et pour cela il faut éviter les risques d'explosion sociale. Pour préparer donc la rentrée sociale, le gouvernement doit rigoureusement apprécier la situation, surtout en ce qui concerne l'emploi. C'est le plus impor-

tant. C'est plus important que le pouvoir d'achat. On ne peut pas défendre le pouvoir d'achat si le citoyen n'a pas de travail. Ce serait de la démagogie. Le gouvernement doit pratiquer la sincérité et la vérité et croyez-moi, le travailleur est prêt, il acceptera un moindre gain qui lui permet de conserver son poste de travail plutôt qu'un gain supérieur qui le condamne à terme au chômage.

Est-ce que l'UGTA a chiffré le coût économique et social de la grève politique illimitée déclenchée par le FIS ?

Franchement non. Nous aurions pu le faire, à travers les abandons de poste, les absences, les actes de sabotage, parce qu'il y en a eu. Mais nous sommes pour un état de droit. Et je le dis au passage, pour nous et jusqu'à preuve du contraire, l'état de siège participe à l'état de droit, car, s'il limite un peu mes libertés, il sert d'abord le pays. Nous n'avons pas voulu exploiter la dégradation contre un ou des partis politiques. On a fait pression sur certains de nos militants pour qu'ils fassent cette évaluation, nous avons dit non. Des travailleurs ont été licenciés à la suite de cette grève. Bien avant la communication du chef du gouvernement à ce sujet, vous avez déclaré que grâce à l'UGTA plus de 90% d'entre eux avaient été réintégrés. Vous confirmez ?

Effectivement l'UGTA est intervenue. En accord avec les gestionnaires et sans rien attendre au départ, nous avons dit qu'un problème de cette nature ne doit pas attendre une solution politique. Dans le cadre d'un état de droit, il faut respecter et appliquer les lois et règlements. Si l'état lui-même ne respecte pas ces lois, c'est très grave. Parmi les travailleurs licenciés, il y en avait qui s'étaient rendus coupables d'actes de sabotage ; d'autres qui étaient non pas en grève mais en abandon de poste. De quel droit quelqu'un intervient et exige qu'ils soient réintégrés ? Notre position, en accord avec les gestionnaires est que la situation des licenciés devait être examinée cas par cas, c'est-à-dire par la traduction devant le conseil de discipline de l'unité et de l'entreprise avec exercice normal de la défense et du droit de recours. Or, jusqu'à preuve du contraire, ce sont les représentants de l'UGTA qui siègent dans les conseils de discipline. Nous avons donné à nos représentants des consignes très strictes pour qu'ils ne prennent pas de décision, disons syndicale, en prononçant le licenciement automatique pour la simple raison que leur organisation syndicale était contre la grève. C'est comme cela, et toujours en plein accord avec les gestionnaires que l'écrasante majorité des travailleurs licenciés ont pu réintégrer leur poste de travail. Il reste quelques cas, mais ils ont toujours un droit de recours.

La démagogie du SIT

Le syndicat islamique du travail, n'avait rien demandé au début de la grève politique illimitée, a présenté, à son quatrième jour, une liste de revendications socio-professionnelles. Quel est votre sentiment là-dessus ?

Le SIT n'est pas un syndicat, c'est l'instrument et le prolongement d'un parti politique. Dans le cadre de la stratégie de ce parti, il a un rôle à jouer. Pour ce parti, la grève devait être une réussite. Moi, je sais comment préparer et conduire une grève vers la réussite. A partir du moment où la grève générale a montré ses insuffisances, le SIT était chargé d'appâter les travailleurs avec des revendications socio-professionnelles. Mais si vous revenez à ces revendications, vous constaterez qu'il est pratiquement impossible de les satisfaire. C'est de la pure surenchère. Je vous donne un exemple. Le SIT revendiquait 5.000 dinars d'allocation chômage, 2.500 DA pour la femme au foyer et 30 DA par enfant d'allocation familiale. Si, je prends mon cas, avec la satisfaction de ces revendications, je vais percevoir par mois, et en étant inscrit au chômage quelques 10.000 DA par mois, alors qu'en travaillant, j'en perçois actuellement la moitié. Alors, pourquoi me casser la tête ? Non, la démagogie et la surenchère du SIT auraient fait s'inscrire au chômage tous les Algériens. Le budget de tous les pays de l'Union du Maghreb arabe, consacré uniquement à l'Algérie n'y aurait pas suffi. Et les travailleurs ont très bien compris que c'était de la démagogie parce que déjà l'augmentation de 1.000 DA par mois attachée par l'UGTA était un fardeau pour certaines entreprises. Les travailleurs n'ont pas marché, et ils ne marcheront pas derrière les démagogues.

Propos recueillis par A.M.